

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

**Réponse non confidentielle**

La flexibilité demandée dépend clairement de la tolérance accordée lors des périodes de prix négatifs. Aujourd'hui pour obtenir la prime heure négative, la production doit être strictement nulle durant la période. Afin de s'assurer de cela, NEOEN procède à :

- Un arrêt complet de l'installation qui est une opération qui a tendance à faire vieillir de manière anticiper les parcs car cela n'est pas le fonctionnement normal de nos installations.
- Un arrêt anticipé de 5 min de manière à être arrêté au début de la période. Cet arrêt est prolongé jusque 5 min après la période de manière à être certain de ne pas produire durant cette période pour être éligible à la prime. Les compteurs ENEDIS ne sont pas correctement horodatés et peuvent avoir jusqu'à 5min de décalage par rapport à l'heure officielle.

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

**Réponse non confidentielle**

Afin de limiter la sollicitation sur nos équipements et de limiter la plage de coupure, la solution est d'envoyer un ordre de limitation à 0 sur la plage exacte. Cela résulterait en une production résiduelle qui ne doit pas empêcher de toucher la prime.

Pour les coûts, il faut que les pertes soient compensées au réel, sans franchise.

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

**Réponse non confidentielle**

Idem

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

**Réponse non confidentielle**

Nous ne partageons pas l'analyse indiquant que comme les heures de prix négatifs sont souvent consécutives, le passage au pas de temps 15min ne présenterait pas de gros changement. La réalité est que les prix sont souvent proches de 0€ (parfois, -0,01€). Une granularité au quart d'heure donnerait sans doute des quarts d'heures légèrement positifs et d'autres légèrement négatif. Rien ne permet de dire que si le prix horaire est négatif, le prix quart d'heure le sera forcément.

QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ? CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎT(SENT)-ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S) OPÉRATIONNELLEMENT ?

**Réponse non confidentielle**

Si l'option B paraît effectivement indolore, il n'en va pas de même pour les options A et C qui vont nécessiter beaucoup plus d'adaptation et d'agilité dans le pilotage des actifs.

Nous observons déjà que depuis novembre 2023, le passage du marché de l'aFRR énergie à un règlement en pay as clear a provoqué une augmentation importante de la volatilité de ce produit qui s'est répercutée sur le prix des écarts. Le changement de la granularité de ce prix des écarts de 1h à 15 minutes le 1er janvier 2025 a encore accentué cette volatilité. Nous avons ainsi constaté à la suite de ces deux changements décidés par RTE une hausse significative des coûts de responsable d'équilibre pour nos projets renouvelables. Nous craignons qu'un même effet soit constaté lors du passage au pas de temps 15 min spot en juin. Les options A et C vont également être de nature à renchérir le coût d'agrégation.

La mise en vigueur de l'option A et C plutôt que B doit s'accompagner selon nous d'une prise en compte de l'augmentation des coûts d'agrégation dans les appels d'offres.

Il sera également essentiel d'introduire un seuil de tolérance permettant aux actifs de toucher la compensation même en cas de production jugée résiduelle.

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMIS LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

**Réponse non confidentielle**

Nous sommes en faveur de l'option B, avec des arrêts au pas horaires en prenant une moyenne des 4 quarts d'heures. Un arrêt devrait se faire uniquement pour une période de 1h minimum. Ensuite le fait de s'arrêter par quart d'heure supplémentaire n'est pas un problème (arrêt de 1h15, 1h30 etc...).

La mise en vigueur d'une option plus contraignante doit s'accompagner d'une meilleure compensation (révision franchise et/ou augmentation du % de compensation par filière).

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

**Réponse non confidentielle**

Non

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

**Réponse non confidentielle**